

JOHN SAWERS

Président exécutif de Newbridge Advisory, conseiller à la Chatham House, ancien chef des services de renseignements (MI6) du Royaume-Uni

Jim BITTERMANN

Pendant que nous débattons, la Reine d'Angleterre s'exprime en ce moment même devant le parlement. Je n'ai pas regardé CNN ces cinq dernières minutes, mais je suis certain que nos analystes vont passer son discours au peigne fin pour décrypter des signes présageant l'issue du Brexit. Loin de moi l'intention de parler du Brexit, mais Trump s'invite dans le débat. Il a encouragé le Brexit, en promettant ou du moins en indiquant que les États-Unis seraient prêts à compenser le déficit commercial qui risque de se produire après la sortie de l'Europe, qu'ils seraient prêts à redresser la barre. Pensez-vous que cela risque de se produire, John ?

John SAWERS

Moi non plus, je ne souhaite pas m'étendre sur le Brexit. Je ne pense pas que Trump ait exercé une quelconque influence sur le référendum du Brexit. La faute originelle est à chercher du côté des David Cameron et des électeurs britanniques. Vous pouvez chercher des boucs émissaires. Vous pouvez blâmer Trump, qui n'est certes pas le dernier pour mettre le feu aux poudres, mais vous ne pouvez pas le tenir responsable du Brexit.

Jim BITTERMANN

Pensez-vous que les États-Unis seraient prêts à combler de quelque façon que ce soit le déficit commercial de la Grande-Bretagne [inaudible] ?

John SAWERS

Absolument pas. Le président Trump incarne davantage un leader nationaliste, et je prends au pied de la lettre son slogan de campagne « *Make American great again* ». Il s'agit dans une certaine mesure d'un faux slogan, mais il montre où se situent ses priorités. Il n'est pas prêt à reproduire ce qu'a fait Kennedy 60 ans en arrière, c'est-à-dire une Amérique prête à tout supporter et à payer le prix pour défendre la liberté. Ces mots sont totalement dénudés de sens pour le président Trump. Il veut créer de l'emploi pour les travailleurs américains, protéger l'Amérique contre l'immigration qu'il considère comme une menace et le reste du monde peut s'occuper de ses propres problèmes. Pour revenir à la question de fond de l'héritage de Trump, je rejoins Jean-Claude en ce sens que Trump est un président qui a réellement soutenu l'activité américaine et a su créer un climat de confiance dans l'économie américaine. Si Hilary Clinton avait été élue, l'Amérique serait en ce moment en récession faute d'investissements dans le pays. Aujourd'hui, même si la croissance ralentit, elle avoisinera probablement les 2 % l'année prochaine. Je partage entièrement le point de vue de Josef sur Trump, mais force est de constater qu'il a relevé l'économie américaine, ce qui a stimulé la confiance dans la croissance du pays, autrement dit le risque de récession sera à tout le moins repoussé et retardé et aucune récession n'est attendue l'année prochaine.

Josef JOFFE

Je suis complètement d'accord sur ce point, mais je ne peux m'empêcher de me demander pourquoi s'engager dans une guerre commerciale et taxer davantage pour finalement réduire à nouveau les droits de douane et donc revenir au point de départ. Pourquoi augmenter les prix dans son pays en faisant grimper les droits de douane, et réduire ainsi le revenu réel des travailleurs et des consommateurs ? Pire encore, la stratégie de Trump n'a en rien réduit le déficit commercial, qui au contraire se creuserait. Dieu merci, Trump n'a pas détruit l'ALENA, mais s'est contenté d'une remise à neuf sous un nouveau nom, l'ACEUM.

John SAWERS

Il a probablement réduit en Chine.

Josef JOFFE

Non, dans l'ensemble.

John SAWERS

Trump a une vision très superficielle du commerce, nous le savons tous. Lorsqu'il a renégocié l'ALENA en le rebaptisant Accord Canada-États-Unis-Mexique, les changements des conditions de l'Accord étaient de l'ordre de 2 à 3 %. Il s'agissait simplement de l'ALENA sous un nouveau nom, mais le contenu n'a pas beaucoup changé. C'est ce qui caractérise le style Trump. Trump lorgne la politique intérieure plus qu'il n'a l'ambition de modifier la teneur de ces accords. Je souhaiterais ajouter d'autres remarques.

Josef JOFFE

Donc, il n'est pas à prendre au sérieux ?

John SAWERS

Non, l'homme doit être pris au sérieux parce que malheureusement il peut agir de manière irréfléchie. Les domaines évoqués par Renaud, son attitude vis-à-vis de l'Iran, ses relations avec les autocrates comme le président Erdogan, ont des conséquences dont lui-même n'a pas conscience au moment où il tient ses propos. Or, tout ceci a des conséquences. Je me rangerais plus du côté de Jean-Claude, lorsqu'il dit que Trump est un président marquant. Je dirais la même chose. Pourquoi ? Parce qu'il est destructeur – mon troisième mot – et par là, je ne me réfère pas à une politique en particulier, ni aux relations avec la Chine ou à la situation dans le Golfe persique. Son approche de la déréglementation prouve qu'il est incapable de contribuer aux efforts internationaux pour lutter contre le réchauffement climatique. Trump croit à peine que le changement climatique existe et encore moins que c'est un problème qui engage la responsabilité des États-Unis. Son approche des relations étrangères fait peser un risque de conflit, et il est largement responsable de la situation actuelle en Syrie, bien que le premier coupable soit sans doute le président Obama pour avoir soutenu un groupe sur le terrain proche d'une organisation terroriste interdite, un soutien à l'origine des problèmes actuels avec la Turquie, qui n'est pas la seule fautive. Troisièmement, son mépris des alliances signifie pour les autres pays du monde, qu'il s'agisse de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Allemagne en Europe et de nos différentes positions, ou du Japon, de la Corée du Sud, de l'Australie ou même des alliés de l'Amérique, qu'ils ne compteront plus sur les États-Unis comme ils le faisaient auparavant. Ils devront rééquilibrer leurs relations et devront devenir plus autonomes pour assurer leur défense et leur sécurité. Ce n'est pas une mauvaise chose en soi, mais c'est une conséquence de Trump. Enfin, les institutions internationales sont mises à mal. Trump ne croit pas personnellement aux institutions américaines, il ne croit pas vraiment au Congrès, pas plus qu'à la Cour suprême ou à la liberté des médias ; ce qui n'est pas le cas de son parti, manifestement. Il ne croit certainement pas aux institutions internationales telles que la Banque mondiale, le FMI ou le système commercial international. Il est à mon avis très marquant. Un mandat présidentiel avec Trump fera selon moi beaucoup de dégâts. Deux feront cinq fois plus de dégâts. C'est le danger qui nous menace.